

CHANTIERS

Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon • Pôle architecture et patrimoines

Ministère de la **Culture** et de la **Communication**



PRÉFET
DE LA RÉGION
LANGUEDOC-
ROUSSILLON

ARCHÉOLOGIE • MONUMENTS HISTORIQUES • MUSÉES • ARCHITECTURE • LIVRES • FILMS
VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE • ARCHIVES • ACTION CULTURELLE DU PATRIMOINE  9

Voici maintenant trois décennies que le ministère de la Culture et de la Communication assure, en partenariat avec les collectivités territoriales, la mise en œuvre d'une politique de valorisation du patrimoine et de sensibilisation à l'architecture, concrétisée par l'attribution du label « Ville ou Pays d'art et d'histoire ».

Cet anniversaire est célébré en Languedoc-Roussillon de la plus belle manière qui soit : une nouvelle labellisation. Le Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire, en sa séance du 28 mai dernier, a donné un avis favorable à l'unanimité à la labellisation de la ville de Carcassonne, saluant l'excellence du travail accompli par la ville. Cela porte à onze le nombre de villes ou pays d'art et d'histoire en Languedoc-Roussillon.

Le réseau régional fait preuve d'un grand dynamisme et impulse des actions novatrices : citons par exemple les actions menées dans le cadre du mois de l'architecture avec l'exposition Totidem 270 ou depuis trois ans maintenant la résidence de jeunes restaurateurs. Que l'équipe, aujourd'hui entièrement féminine, des animateurs de l'architecture et du patrimoine trouve ici l'expression de ma gratitude pour la qualité du travail accompli en faveur de tous les publics, jeunes et moins jeunes, habitants de notre région ou visiteurs de passage. Elle contribue, en partenariat avec la direction régionale des affaires culturelles, à faire chaque jour un peu plus de la culture un vecteur de lien social.

Alain Daguerre de Hureaux

RECHERCHER / ÉTUDIER

Les vestiges du théâtre antique de Béziers 3

PROTÉGER / RESTAURER

La Villa Muchir à Canet-en-Roussillon 4

A Perpignan, 5 quartiers
« Patrimoine du XX^e siècle » 6

La commande des rêves perdus 8

Le panneau de la confrérie
du Saint-Sacrement de l'église de Montolieu 10

À LIRE / À VOIR

Le mois de l'architecture 12

Les midis de l'architecture 13

PARTAGER / TRANSMETTRE

Vers la reconstitution en 3D des peintures
déposées de Saint-Sauveur de Casesnoves 14

Les fêtes de l'ours, inscrites à l'inventaire
national du patrimoine culturel immatériel 16

GROS PLAN SUR...

La réunion des collections des universités
de Montpellier et Paris 18

DOSSIER :

« Les VPAH ont 30 ans »

Qu'est ce qu'un VPAH ? 23

Animateur du patrimoine 25

Le centre d'interprétation
de l'architecture et du patrimoine 26

Le travail avec les jeunes publics
par-delà la frontière 28

La valorisation du patrimoine du XX^e siècle
par la Ville d'art et d'histoire de Perpignan 30

Photo de couverture :

Fête de l'ours, le mâchurage, Prats-de-Mollo.

© Marie Adamski, 2015

LES VESTIGES DU THÉÂTRE ANTIQUE DE BÉZIERS PROTÉGÉS

Une fouille préventive, prescrite par le service régional de l'Archéologie et réalisée par la société Hadès entre mai et décembre 2014 à Béziers, a permis de dégager des maçonneries constituées d'un petit appareil parfois interrompu par de gros blocs de pierre de taille remarquablement bien équarris. L'ensemble de la construction présente une mise en œuvre parfaite. Simultanément, dès les premiers décapages, plusieurs fragments sculptés ont été mis au jour, abandonnés dans les décombres laissés par les démolisseurs de l'Antiquité tardive et du Moyen Âge, lors de la récupération des matériaux de construction : éléments de corniche en calcaire fin, chapiteau d'ordre corinthien en marbre blanc, fragments de colonnes et nombreux éclats de marbres et de porphyre provenant des constructions antiques. À l'évidence ces éléments appartenaient à un grand édifice, un monument public, datable du 1^{er} siècle de notre ère. Ces blocs en constituaient probablement la parure.

Les murs les plus méridionaux sont parallèles tandis que le plus septentrional converge aux autres. L'espace entre les deux murs les plus septentrionaux était couvert d'une voûte conique et rampante. Dans l'architecture antique, ce type de voûte n'existe que dans trois types de monuments : l'amphithéâtre, le théâtre et l'odéon. À Béziers, l'amphithéâtre est déjà identifié et protégé au titre des Monuments historiques, il reste donc comme possibilité un théâtre. Un peu moins du tiers de l'emprise de l'édifice a été dégagé, le reste se trouve encore sous les immeubles des îlots voisins. Son diamètre dépassait les 70 mètres ce qui correspond à la moyenne des théâtres identifiés en Gaule. Il est l'équivalent de ceux de Alba-la-Romaine, Saint-Bertrand-de-Comminges, Fréjus ou encore Lutèce. D'après les estimations faites pour d'autres théâtres de cette ampleur, celui de Béziers pouvait accueillir environ 5000 spectateurs.

Dans notre région, il existe les restes d'un théâtre à Javols (Lozère) qui aurait eu 80 m de diamètre, un à Nîmes enfoui sous le jardin de la Fontaine et enfin un hypothétique à Ruscino (Perpignan). Désormais trente-sept théâtres antiques sont protégés au titre des Monuments historiques en France. Les vestiges de Béziers ont été inscrits au titre des Monuments historiques le 10 février 2015, en attente d'un classement.



Vue générale du chantier de fouille. Soubassements du théâtre.

© Jean-Louis Vayssettes, DRAC LR

Chapiteau corinthien appartenant au décor du théâtre antique (1^{er} siècle de notre ère).

© Jean-Louis Vayssettes, DRAC LR

EFFETS GRAPHIQUES DES ANNÉES 50

LA VILLA DE MUCHIR À CANET-EN-ROUSSILLON (PYRÉNÉES-ORIENTALES)



Olga, épouse de Férid Muchir, au balcon avec deux de ses fils.

© Famille Muchir

A Canet-Plage, station balnéaire toute proche de Perpignan créée à la fin du 19^e siècle, les villas des années 1950 construites en bord de mer sont aujourd'hui encadrées d'immeubles. Parmi elles, celle qu'a construite l'architecte Férid Muchir pour sa famille est particulièrement étonnante. Elle garde incontestablement la touche « moderne » que présentait alors la station.

Férid Muchir (1906-1980) fait ses études d'architecte à l'école nationale des Arts Décoratifs de Paris de 1925 à 1931. Marqué par l'Art Déco et le mouvement moderne, ses 40 ans de carrière ininterrompue à Perpignan laisse une marque facilement reconnaissable dans le paysage architectural du département. A Canet, en 1939, il crée un groupe de 22 « maisons de week-end » à ossature bois, économiques et remarquables par leur aménagement intérieur, lotissement dans lequel il possède une maison. Puis, en mai 1956, il achète un terrain en bord de mer pour édifier deux villas mitoyennes, dont la sienne. La façade frappe par sa dissymétrie : le grand V du bandeau de la toiture inversée, qui plonge dans une pile ronde recueillant les eaux de pluie, lui donne toute son originalité. La valorisation de la position en front de mer par d'immenses baies vitrées qui couvrent quasiment les deux étages, le surplomb du balcon-terrasse en diagonale au sommet de l'escalier-échelle, accentue le caractère moderne et la joyeuse fantaisie de l'ensemble, que venait affirmer la couleur jaune qui, à l'origine, couvrait le bandeau du toit et du balcon.

Le rez-de-chaussée est entièrement ouvert au regard, c'est l'emplacement prévu pour ranger la voiture et le bateau, pour jouer à l'abri du soleil dans cet espace très aéré où la rectitude des murs est adoucie de courbes successives.

Dans cet habitat de vacances, de soleil et de plage, l'accès à l'étage d'habitation se fait uniquement par des escaliers extérieurs. La liberté du volume intérieur, sa hauteur, la lumière provenant de la façade sur mer entièrement vitrée, rendent l'espace fascinant, compte tenu de la petite taille de la villa.

Moderne par son matériau, son plan libre, l'usage des pilotis, les grandes baies, la toiture inversée, le décor moderniste (escaliers, garde-corps, grilles), avec en rappel régionaliste le schiste des sols et de la cheminée, cette villa est un condensé de l'art de Muchir. Architecte d'une époque éprise de liberté, de loisir et de

EN BORD DE MER :

EST CLASSÉE AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

progrès, il crée des espaces ouverts, adaptés au programme qu'est l'habitat familial de vacances, dans une conception intimiste de l'espace privé où les lieux de convivialité sont privilégiés. Sa sensibilité au modernisme des avant-gardes, exprimée avec une certaine retenue dans ses autres réalisations, se donne libre cours ici dans une réalisation personnelle.

Cette villa est à replacer dans le contexte national de la Reconstruction et de ses caractéristiques : inonder l'habitat d'air et de soleil, assainir, d'où l'utilisation des pilotis, des claustras, utiliser le béton, matériau peu onéreux, qui est un atout pour la libération des formes architecturales. Très structurée, l'architecture des années 50 se montre ludique et décorative assumant un design « arts ménagers ». Unique sur la côte roussillonnaise, la villa Muchir soutient la comparaison avec l'architecture résidentielle des années 50 de Royan. Son exceptionnel état d'authenticité, dû au grand respect de la conception de l'architecte par la famille Muchir, qui l'a occupée de façon continue dans sa fonction d'origine de villa de vacances, a été un argument pour obtenir le classement en janvier 2015.

Michèle François chargée d'études documentaires, CRMH, DRAC LR



La villa aujourd'hui.

© Michèle François, DRAC LR



A PERPIGNAN, CINQ QUARTIERS LABELLISÉS « PATRIMOINE »



Atelier Bausil par
Raoul Castan, 1925.

© Thierry Lochar, DRAC LR

L'architecture du ^{xx}e siècle de Perpignan constitue un ensemble unique en Languedoc-Roussillon par son ampleur, sa qualité et sa variété. Les constructions sont entreprises à l'emplacement d'une enceinte bastionnée qui représentait encore au début du ^{xx}e siècle une entrave considérable au développement urbain : après la vente en 1904 des terrains militaires, les démolitions sont entreprises et achevées dès 1906. Des quartiers entiers voient le jour : lotissements d'immeubles de rapport, d'hôtels particuliers et de maisons de ville, aménagés dans des secteurs commerciaux ou résidentiels, au nord de la ville tout d'abord, au sud et à l'ouest de la citadelle plus tardivement. Cette frénésie touche également le centre ancien et le quartier de la gare où de nombreux édifices modernes s'insèrent dans le tissu urbain historique. De nombreux architectes et entrepreneurs participent à ce renouvellement architectural : Claudius Trenet, Petersen, Baille, Montès, Sicard, Berthier, Castan, Louis Trenet, Mas-Chancel, Mercader, Joffre, Prudhomme, Lloansi, Roques, Sans, Muchir, Tilhac, Graëll, Charpeil, Ferrer... forment un milieu professionnel dynamique et érudit ; dans leurs projets, les acquis de la tradition et ceux de la modernité fusionnent.

Déjà identifié dans les années 1990 par A. de Roux, M. Tjonyas et O. Poisson, ce patrimoine a fait l'objet d'une publication en 2005* et plus récemment de recherches approfondies**, et a reçu le 9 décembre 2014 le label « Patrimoine du ^{xx}e siècle ».

Les édifices privés de la 1^{re} moitié du siècle, les mieux étudiés, ont été privilégiés, avec quelques exceptions typologiques (un grand ensemble, un édifice public) et chronologiques (des œuvres plus récentes). Mais leur nombre très élevé ne permettait pas de les labelliser tous, séparément ; par ailleurs, à l'exception de quelques secteurs assez homogènes, leur dispersion n'autorise pas une labellisation d'ensemble, à l'instar de la Grande-Motte par exemple. Il est apparu plus approprié de prendre appui sur l'histoire urbaine de Perpignan pour identifier des quartiers, homogènes ou non, dans lesquels l'architecture du ^{xx}e siècle occupe une place importante sinon privilégiée : les quartiers des Remparts nord (à partir de 1909) et des Remparts sud (à partir de 1932), le quartier de la Gare (dès 1910) et le secteur de la place Cassanyes et du boulevard Anatole France (à partir de 1932). La ville nouvelle du Moulin à Vent (1962-1990) complète la liste, ainsi que quelques édifices isolés particulièrement remarquables : l'atelier du peintre Bausil par Raoul Castan (1925), un

* Lochard Thierry, Pagniez Lisabelle, « L'architecture privée à Perpignan, 1900-1950 : de l'esthétique « Beaux-Arts » au pittoresque moderne », *In Situ - Revue de l'Inventaire*, n° 6, septembre 2005.

** Castaner Esteban, *Perpignan 1848-1939, la Cité et les architectes*, éd. Lieux Dits, 2013 et *Modernité et identité dans l'urbanisme et dans l'architecture de Perpignan (1848-1939)*, éd. Trabucaire, 2014.

ET HUIT ÉDIFICES ISOLÉS DU XX^e SIÈCLE »



immeuble de Julien Charpeil (10 rue de la Barre, 1939) plusieurs édifices construits par Férid Muchir (immeuble, 7 rue de la Barre, 1939 ; maison Maury, en collaboration avec Alfred Joffre, 2 rue Condorcet, 1934 ; maison Bressac, 37-38 cours Palmarole, 1949 ; maison, 14 rue du Jardin-d'Enfants, 1939), l'immeuble de la DDE par Joseph Berthier et Edouard Mas-Chancel (1941-1945) et une villa contemporaine inspirée de l'architecte américain Richard Neutra, la villa Espel par Maurice Abelanet (1 avenue de la Côte-Vermeille, 1965). La reconnaissance de la valeur architecturale de ce patrimoine récent par l'attribution par le ministère de la Culture et de la Communication du label « Patrimoine du xx^e siècle » est appuyée par l'action de la Ville de Perpignan qui mène, dans le cadre de la Ville d'art et d'histoire, des actions de valorisation à l'attention de tous les publics.

Thierry Lochard, architecte, chargé de mission, STAP 34
Michèle François, chargée d'études documentaires, CRMH, DRAC LR



POUR EN SAVOIR PLUS
Perpignan, le label
« Patrimoine du xx^e siècle »
Collection Duo, éd. DRAC LR
Mai 2015

Rue Ramon Lull, vue générale.

© Thierry Lochard, DRAC LR

Maisons de ville par Edouard
Mas-Chancel, rue Gabriel
Fauré, 1931.

© Thierry Lochard, DRAC LR



LA COMMANDE DES RÊVES PERDUS

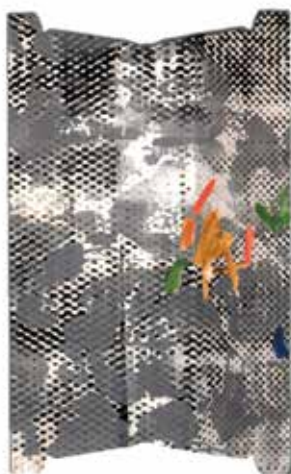
OU LA RESTAURATION DU SALON DE MUSIQUE DE LA VILLA LAURENS

Le véritable voyage de découverte ne consiste pas à chercher de nouveaux paysages, mais à avoir de nouveaux yeux.

Marcel Proust,
A la recherche du temps perdu, 1913.

L' introduction de l'art contemporain dans un monument historique à l'occasion d'une restauration ne va pas de soi. Installer de façon permanente une œuvre contemporaine créée spécifiquement pour un Monument historique est une étape dans l'histoire de la conservation des monuments. La création d'un décor dans la villa Laurens par le biais de la commande publique pourrait raviver le débat entre Monuments historiques et art contemporain, polémiques culturelles dont le symbole serait « l'affaire des colonnes de Buren ». Reflet d'une diversité de métiers et de pensées, de vifs affrontements peuvent naître entre monument et création, tant dans le public que parmi les professionnels.

La commande publique reflète la politique culturelle engagée par l'Etat, ministère de la Culture et de la Communication, par l'intermédiaire des DRAC et des collectivités territoriales. Elle est à la source depuis une trentaine d'année (1983) de la création plastique dans les monuments français. Depuis Marc Chagall à l'Opéra Garnier ou André Masson au théâtre de l'Odéon, les exemples sont finalement assez rares et concernent en majorité le vitrail, comme les travaux d'Imi Knoebel à Reims, de Pascal Convert à Saint-Gildas-des-Bois, ceux de l'artiste montpelliérain Claude Viallat à la cathédrale de Nevers ou les vitraux de Soulages à l'abbaye Sainte-Foi de Conques. La pratique est la même en Languedoc-Roussillon : vitraux de Kim en Joong à l'abbaye de Fontfroide dans l'Aude, de Viallat à l'église d'Aigues-Mortes dans le Gard, et dans l'Hérault ceux de Robert Morris à la cathédrale de Maguelone et de François Rouan à l'église de Castelnau-le-Lez.



LE PRINCIPE DE RESTAURATION DU SALON DE MUSIQUE

Bien ancrée dans le paysage agathois, sur la rive opposée à l'imposante et noire cathédrale, la villa éblouissante d'Emmanuel Laurens associée à la vie tumultueuse et fastueuse qu'il y menait, a suscité à la Belle Epoque et durant les Années Folles, l'imaginaire d'une population de pêcheurs, inspirateur de légendes... Création vouée comme les autres à l'usure du temps, la priorité de restauration s'est portée sur l'immense salon de musique s'élançant à plus de vingt mètres de hauteur et entièrement recouvert d'un décor foisonnant et luxuriant. Ce décor évoque un cérémonial de danse et de musique, sorte d'initiation magique où l'art, exprimant des rêveries symbolistes inspirées de Jan Toorop (1858-1928) et de Maurice Denis (1870-1963), est



appelé à transformer la vie. Si l'on peut le situer dans les avant-gardes picturales de la fin du ^{xix}^e siècle, l'absence de documentation sur le programme iconographique et l'état critique de conservation du cycle des onze toiles composant l'essentiel du décor mural (disparition à plus de 80% de la couche picturale) ont rendu impossible sa restitution, ne serait-ce que sur le papier.

Au terme d'une longue réflexion et face à l'impossibilité d'une restauration, le choix s'est porté vers un projet de substitution de ces onze peintures par des compositions contemporaines par le biais d'une commande publique. Soumis à une mise en concurrence réglementaire qui privilégie la démarche de l'artiste dans sa rencontre avec le monument, le choix s'est porté sur le projet d'Ida Tursic et Wilfried Mille qui a su s'intégrer aux dispositifs architectoniques et ornementaux contraignants.

Ce choix de substitution de peintures monumentales classées par des œuvres contemporaines est révélateur de l'évolution des pratiques du service des Monuments historiques. Il est le fruit d'une volonté croisée et d'une collaboration entre les services du ministère de la Culture – les Monuments historiques et la création artistique – associant maîtres d'ouvrage, architectes, historiens de l'art, restaurateurs, artistes.

Renaissance plutôt que contamination, cette association entre innovation et héritage patrimonial devrait sans nul doute perpétuer la richesse patrimoniale de la villa Laurens, faire se croiser des publics aux motivations différentes et renouer le dialogue entre passé et présent. Comme l'illustre l'ouvrage de la collection Duo édité à l'occasion de cet événement – *La villa Laurens d'Agde et le renouveau du salon de musique* –, un siècle après sa création, souffle à nouveau sur la villa un esprit de modernité...

Hélène Palouzié, conservateur des antiquités et objets d'art de l'Hérault, chargée des collections universitaires à la CRMH, DRAC LR

« Blow-Up », d'Ida Tursic et Wilfried Mille, vue générale.

© Ida Tursic et Wilfried Mille

Ci-dessus et en bas à gauche, détails du projet.

© Ida Tursic et Wilfried Mille



POUR EN SAVOIR PLUS
La villa Laurens d'Agde et le renouveau du salon de musique
 Collection Duo, éd. DRAC LR
 A paraître en juillet 2015

RESTAURATION D'UN PANNEAU DE L'ÉGLISE DE MONTOLIEU



Détail : partie centrale après restauration. Motif d'ostensoir et inscription « Loué soit le Très Saint Sacrement de l'autel ».

© Emmanuelle Rossat-Mignod

L'existence de confréries de laïcs pratiquant une dévotion envers le Saint-Sacrement est attestée depuis le XIII^e siècle. Il s'agissait, selon le dogme catholique, d'adorer le Christ présent dans l'hostie consacrée. Le pape Paul III uniformisa les pratiques de ces confréries en 1539. A la suite du Concile de Trente (1563), l'Eglise favorisa cette pratique dévotionnelle qui célébrait la présence réelle du Christ dans l'hostie et combattait les thèses de la Réforme protestante. Elle encouragea ainsi la création de confréries du Saint-Sacrement qui avaient leur siège au sein même de l'église paroissiale dans une chapelle dédiée. Quelques autels et retables du Saint-Sacrement rappellent aujourd'hui l'existence de ces confréries disparues lors de la Révolution, parfois rétablies au XIX^e siècle. Le petit mobilier lié à ces pratiques est en revanche fort rarement conservé.

L'exemple du panneau de Montolieu est à ce titre remarquable : cet objet en bois mouluré et orné de reliefs a été retrouvé par Jacqueline Balland-Berdet et Pierre-Antoine Balland dans l'ancien presbytère, et associé à juste titre à la confrérie du Saint-Sacrement fondée dans l'église paroissiale en 1633. Ce panneau aux dimensions modestes (H : 64 cm x L : 64 cm x épaisseur : 6 cm), est composé d'un cadre constitué de moulures formant demi-cercle dans leur partie centrale : la vue octogonale met en valeur un médaillon orné de médaillons entourés de rinceaux de feuillages. Une représentation modelée d'ostensoir figure sur le médaillon central, tandis que celui du haut est destiné à la colombe du Saint-Esprit gravée. Sous cet ostensor, un octogone porte l'inscription « Loué soit le Très Saint Sacrement de l'autel » et une date dont le dernier chiffre, difficilement lisible, pourrait être 1679. Cette prière « Loué soit » répétée trois fois par jour était l'un des exercices de piété demandés aux confrères.

Quel était l'usage de cet objet ? Il ne s'agit pas d'un élément provenant d'un ensemble plus important de type boiserie. Sa présence et sa présentation ancienne dans l'église nous sont révélées grâce à une mention de 1706 retrouvée par Pierre-Antoine Balland dans le registre de la confrérie du Saint-Sacrement de Montolieu. On lit en effet dans un inventaire du mobilier : « Une table avec son pied avec un tapis rouge pour la couvrir et un tour d'indienne pour les dimanches et festes. Un loué soit doré pour mettre sur la dite table. » Cette disposition a peut-être un rapport avec la tradition de

DE LA CONFRÉRIE DU SAINT-SACREMENT (AUDE)

distribution du pain bénit à l'issue de la messe du troisième dimanche du mois. Un texte de 1816 sur les confréries du Saint-Sacrement précise en effet qu'après la distribution du pain, « chacun porte son offrande qui est remise au trésorier de la confrérie. »*

Le panneau présente un beau travail de dorure et d'argenture réalisées selon la technique traditionnelle de dorure à l'eau. Les reliefs qui font la richesse de l'ornementation ne sont pas sculptés dans le bois mais résultent de procédés de travail des couches d'apprêt constitué de blanc de Meudon et de colle de peau de lapin.

Sur la moulure du cadre, l'apprêt est gravé de motifs de feuilles de laurier, travail appelé *reparure*. Les têtes d'anges sont modelées à partir d'un support de toile empesée, apprêtée puis argentée à la feuille, qui, avec le temps, s'est oxydée et offre une patine noire. Le panneau central est décoré de médaillons entourés de volutes de feuillages : tous les motifs ont été, semble-t-il, ciselés dans l'épaisseur de l'apprêt, certains ont peut-être été moulés puis retravaillés. Le fond plat du panneau est peint de couleur sombre permettant d'accentuer le relief des rinceaux. Cette couleur a été également utilisée pour l'inscription *Loué Soit*, réalisée selon la technique du *sgraffito* qui permet, en grattant une peinture passée sur la feuille d'or, de faire réapparaître partiellement celle-ci.

Le panneau avait été affaibli par l'attaque d'insectes xylophages ; environ un quart de la dorure des moulures à feuilles laurées s'était écaillé et avait disparu, comme trois des angelots situés aux angles de l'octogone. Outre la consolidation de la structure et le traitement sanitaire, la dorure a été entièrement nettoyée et fixée. Après ce travail indispensable de conservation, Emmanuelle Rossat-Mignod, restauratrice chargée par la commune de la restauration, a réalisé un délicat travail de restitution des parties lacunaires, têtes d'anges et décors de *reparure* des moulures. La retouche du cartouche peint de l'inscription et celle des fonds noirs autour des rinceaux, ont permis de rendre toute sa lisibilité au panneau central. La dorure ancienne relativement usée a pu ainsi retrouver une lisibilité très satisfaisante, et l'objet a retrouvé sa cohérence technique et esthétique.



Vue générale : état avant travaux.

© Emmanuelle Rossat-Mignod

Détails : restitution des apprêts et de la *reparure* ; pose de la feuille d'or.

© Emmanuelle Rossat-Mignod



* Confrérie du Très Saint-Sacrement de l'autel, Valence, 1816.

JOURNÉES ROMANES

La peinture murale à l'époque romane

Abbaye Saint-Michel de Cuxa, Codalet Prades, du 6 au 11 juillet

Lundi 6 juillet

13h Accueil

15h Conférence d'ouverture
*1811-2015. De l'invention à l'exploration
de la peinture murale romane*

Christian Davy (service régional de l'Inventaire
des Pays de la Loire)

16h *Conserver et gérer la peinture murale
romane dans un musée.*

*La collection du Museu Nacional d'Art
de Catalunya (Barcelone)*

Jordi Camps et Mireia Mestre (Museu Nacional
d'Art de Catalunya, Barcelona - MNAC)

17h Visite de l'abbaye et du cloître

Caroline de Barrau, Quitterie Cazes, Emmanuel
Garland

18h30 Apéritif d'accueil

Mardi 7 juillet

9h *Laïcs, nobles et parvenus dans la
peinture murale à Rome et dans le Latium
du VIII^e au XII^e siècle*

Giulia Bordi et Elisa Tagliaferri (Università degli
Studi Roma Tre)

10h30 *Le décor peint des sanctuaires
et ses relations avec la liturgie*

Marcello Angehen (Université de Poitiers, CESCUM)

14h *Le premier âge roman dans la peinture
murale du Centre-Ouest de la France*

Alexandre Gordine (Musée de l'Ermitage, Saint-
Petersbourg)

15h30

*Une nouvelle géographie de la peinture
murale romane ?*

Milagros Guardia (Universitat de Barcelona, IRCVM)

17h *Une nouvelle approche des peintures de
Saint-Savin à travers le relevé archéographique*

Carolina Sarrade (Université de Poitiers, CESCUM)

18h Conférence d'étudiant
*Concevoir et réaliser un décor monumental
au Moyen Âge en Catalogne. Les exemples de
Saint-Martin de Fenollar et de Sainte-Marie
de la Cluse-Haute*

Anne Leturque (Université Paul Valéry Montpellier
III - CEMM et Universitat Autònoma de Barcelona)

18h30 Concert vocal
(entrée payante)

Companyia musical catalana (dir. Josep Cabré)

Mercredi 8 juillet

Visite en Vallespir :

Saint-Martin de Fenollar (Maureillas), Saint-
Nazaire de la Cluse-Haute (Les Cluses)

Olivier Poisson

Visite en Ampourdán (Catalogne) :

Sant Miquel de Cruïlles, Sant Tomas de
Fluvià, Fontclara et Sant Esteve de Maranyà
Marcello Angehen, Pere Rovira

Jeudi 9 juillet

9h *L'église Saint-Pierre d'Ourjout (Les Bordes-
sur-Lez, Ariège) et son décor peint inédit*

Jean-Louis Rebière (architecte en chef des
Monuments historiques), Emmanuel Garland
(Docteur en histoire de l'art)

10h30 *Le décor peint et la culture visuelle
des chanoines de Saint-Junien et des Salles-
Lavauguyon au XII^e siècle dans le diocèse de
Limoges*

Cécile Voyer (Université de Bordeaux-Montaigne/CESCUM)

14h *Saint-Pierre de Sorpe. La complexité de la peinture romane pyrénéenne*

Carles Mancho (Universitat de Barcelona, IRCVM)

15h30 *La peinture rupestre byzantine en Italie méridionale et ses particularités*

Marina Falla Castelfranchi (Università del Salento, Lecce)

17h *Les peintures murales romanes de Münstair (Suisse)*

Jürg Goll (Service archéologique des Grisons, monastère bénédictin St-Jean de Münstair)

18h *Conférence d'étudiant
Les inscriptions peintes des églises romanes catalanes*

Marina Paniagua (Universitat de Barcelona)

18h30 *Assemblée générale de l'Association Culturelle de Cuxa*

Vendredi 10 juillet

Matinée

Vistie de l'Église Saint-Sauveur de Casesnoves, et peintures détachées, Hospice d'Ille

Olivier Poisson

Présentation du programme de recherche Factura et du film *Les peintures murales détachées de Casesnoves, reconstitution virtuelle dans leur espace d'origine*

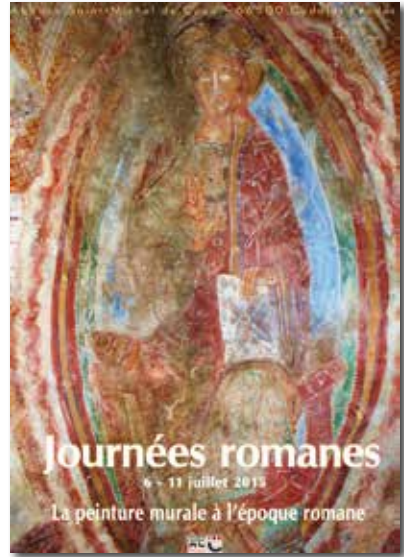
Anne Leturque

14h *La peinture murale figurative dans l'habitat roman*

Térence Le Deschault de Monredon (Université de Genève-Universitat Autònoma de Barcelona)

15h30 *La peinture autour de 1200 et la Méditerranée : voies d'échanges et processus de transformation entre Orient et Occident*

Manuel Castiñeiras (Universitat Autònoma de Barcelona)



17h *Le statut de l'image peinte dans l'Occident médiéval : quelques réflexions*

Michele Bacci (Lehrstuhl für Kunstgeschichte des Mittelalters, Universität Freiburg)

18h *Conclusions*

Christian Davy (service du patrimoine, région Pays de la Loire)

Samedi 11 juillet

Visite : Peintures murales des églises romanes d'Andorre. Sant Vicenç d'Estamariu (La Seu d'Urgell) - Santa Coloma (Andorra la Vella), Sant Martí de la Cortinada, Sant Joan de Caselles

Conférence *in situ* à Ordino, auditori nacional :

La peinture murale romane d'Andorre : Sant Martí de La Cortinada, Sant Joan de Caselles et Santa Coloma

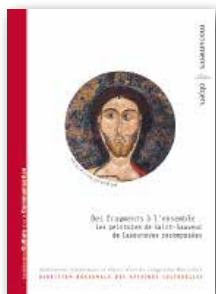
Cristina Tarradellas (Universitat de Barcelona)

VERS LA RECONSTITUTION EN 3D DE SAINT-SAUVEUR



En 1953, Marcel Durliat, alors conservateur des Antiquités et Objet d'Art des Pyrénées-Orientales, découvre dans l'église Saint-Sauveur de Casesnoves, à Ille-sur-Têt, ce qui semble être le plus ancien décor peint connu du département. Il est accompagné par un photographe du Conseil général, Paul Jauzac qui réalise des photographies du décor en place, comme le fera également Henri Graindorge pour les Monuments historiques. Ces clichés en noir et blanc montrent quelques vues d'ensemble et de détails qui permettront de proposer une reconstitution de cet ensemble peint démantelé.

Entre le 22 mars et le 1^{er} avril 1954, les fresques furent décollées des parois de l'église par Marcel Simon (antiquaire à Villeneuve lès-Avignon) qui les dispersa illégalement. En février 1955, Werner Abegg, industriel suisse revenant des Etats-Unis, semble avoir acheté une partie des peintures (Annonciation, Crucifixion et un ange). Une autre transaction eut lieu en 1976 lorsque le musée d'art et d'histoire de Genève acheta les peintures chez un antiquaire, ce qui suscita, en 1978, un article de l'historienne d'art suisse Janine Wettstein, paru dans la revue *Genava*. Malgré les jugements successifs et les imbroglios juridiques, seule une partie des peintures déposées par l'antiquaire provençal retrouva définitivement le chemin de la commune d'Ille-sur-Têt. En 1994, les symboles des évangélistes Jean et Marc sont donnés par Marcel Puech, puis, en 2003, c'est le Christ Pantocrator de l'abside et l'Adoration des Mages de la partie sud du chœur qui reviennent du Musée d'art et d'histoire de la ville de Genève. Une autre partie est encore conservée à la fondation Abegg, à Riggisberg près de Berne (Annonciation, Crucifixion, un des grands anges de la voûte du chœur).



EN SAVOIR PLUS

La restitution 3D sera présentée à l'Hospice d'Ille-sur-Têt à partir du 10 juillet prochain, tout comme une publication dans la collection « Duo ».

Le programme de recherche *factura* se donna comme projet de proposer une reconstitution 3D des peintures de saint-Sauveur de Casesnoves afin de redonner une vue d'ensemble virtuelle de celle-ci avant la dépose. À partir des plans et des coupes de l'architecte Raphaël Maillol, l'infographiste Alexandre Mazuir a pu commencer à construire son édifice et le replacer dans son environnement naturel, grâce à quelques courbes de niveau obtenues sur les cartes IGN à disposition. Une étude générale du

DES PEINTURES DÉPOSÉES DE CASESNOVES

bâtiment fut nécessaire pour connaître le type et l'aspect des matériaux employés. L'épaisseur des murs, la forme des fenêtres, le type de charpente, les toitures, sont autant d'éléments qu'il faut observer et photographier de près, pour restituer au mieux l'aspect de la chapelle. Les techniques de photomodélisation et d'orthophotographie permettent ensuite de replacer les différentes textures de matériaux (pierre, mortier, tuile, poutre, etc.) aux endroits voulus.

Grâce à ce matériau, l'équipe de l'Institut Image, Arts et Métiers ParisTech et Juliette Rollier-Hanselmann, chargée de recherche en patrimoine ancien et virtuel, ont pu reconstituer le bâtiment en 3D, et y replacer virtuellement les peintures déposées dans leur lieu d'origine. Plusieurs parties peintes, autrefois sur une surface courbe, ont été déposées et mises à plat sur des panneaux de bois, ce qui implique une déformation des peintures et une modification de leur perception. Les photographies des peintures sont également plates et doivent être réadaptées à la forme arrondie de l'abside. Les peintures ayant été découpées en plusieurs panneaux, il s'agit tout d'abord de les repositionner à plat sur le relevé d'ensemble et d'harmoniser les échelles entre les différents documents dont nous disposons. Ensuite, les images planes doivent être légèrement déformées, de manière à retrouver leur place dans un espace courbe.

Les avantages d'une restitution 3D de la chapelle de Casesnoves sont multiples. S'il est maintenant possible de proposer une remise en place virtuelle des peintures éparpillées entre différents lieux, il est également intéressant d'étudier les méthodes de construction de cet ensemble unique en son genre. L'ensemble de ce propos est tiré d'un article à paraître en mars 2015 dans l'ouvrage *Arts picturaux en territoires catalans (XII^e-XIV^e siècles)* – *Approches matérielles, techniques et comparatives* (sous la direction de Géraldine Mallet et Anne Leturque), et intitulé « Histoire et perspective des peintures de Saint-Sauveur de Casesnoves (Ille-sur-Têt, Pyrénées-Orientales) : la restitution 3D de l'église et de ses décors peints », par Manuel Castiñeiras, Anne Leturque, Juliette Rollier-Hanselmann et Alexandre Mazuir.



Chapelle de Casesnoves, Ille-sur-Têt.

© André Signoles, DRAC LR

Symboles de Saint-Jean l'Évangéliste et de Marc, hopice d'Ille-sur-Têt.

© Charlene Rizza, DRAC LR

LES FÊTES DE L'OURS

INSCRITES À L'INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL



L'habillage de l'Ours et de la Monaca, Saint-Laurent-de-Cerdans.

© Claudie Voisenat, 2014

En Haut-Vallespir, dans les Pyrénées-Orientales, trois villages, Arles-sur-Tech, Prats-de-Mollo-La-Preste et Saint-Laurent-de-Cerdans, célèbrent, en fin d'hiver, des fêtes d'une grande ancienneté et pour laquelle les habitants éprouvent un intérêt passionné : la *festa* (ou *caça* ou *dia*) de l'ós. L'historien Dominique Marie Joseph Henry qui, en 1835, mentionne leur existence dans son *Histoire du Roussillon*, les tient déjà pour « un usage de grande antiquité ». De fait, en 1424, à Barcelone, un texte rapporte la présence lors d'un carnaval d'un homme déguisé en ours à l'aide de peaux d'agneaux noires, tandis que dès le IX^e siècle, l'archevêque de Reims, Hincmar, dénonce les *turpia joca*, jeux de masques mettant en scène des femmes et des ours, qui semblent avoir été autrefois très largement répandus, surtout dans les zones montagneuses de l'hémisphère nord.

Rien de figé pourtant dans ces fêtes où, pendant quelques heures, de jeunes hommes costumés et grimés en ours, entourés de chasseurs, parcourent les rues et poursuivent les jeunes filles qu'ils font mine d'enlever. Cette trame originelle, qui fait écho à la légende de *Joan de l'ós*, se décline différemment selon les communes. Plus théâtralisée à Arles-sur-Tech, la fête implique tout un jeu d'interactions entre les trois personnages principaux que sont l'Ours, le Trappeur et sa femme la Rosetta, un garçon déguisé en fille. L'animal, capturé hors du village, est enchaîné et promené par les rues. Tandis que sur chacune des places le Trappeur récite en catalan la *predica* qui narre la capture, l'Ours amoureux qui « flaire l'odeur des femmes sous leur tablier » s'échappe pour tenter d'enlever la Rosetta. Il parviendra d'ailleurs finalement à entraîner une jeune fille du public dans une hutte de branchage qui, sur la place principale, figure sa tanière. A Prats, ce sont trois ours, spectaculairement barbouillés de noir, qui, venus du fort Lagarde, envahissent les rues, jetant à terre et mâchurant d'un mélange d'huile et de suie non seulement les jeunes filles, leurs proies de prédilection, mais les Pratéens et même les spectateurs. A Saint-Laurent, la fête vient clore les festivités du Carnaval et en garde l'empreinte et l'inventivité : l'Ours, là aussi, ne cesse d'échapper à son Meneur qui le tient enchaîné et récite la *perdica* de place en place. Mais ces deux personnages sont accompagnés de bien d'autres figures, la *Monaca*, les *Escalfadors*, les *Boutiffarons*, les *Figueretes*... qui interagissent avec le public et



sèment le désordre dans le cortège. Dans les trois villages, bandas, coblas et groupes de musiciens traditionnels à la gralla, au flaviol ou au sac de gemecs accompagnent les déambulations qu'ils scandent du *Ball de l'ós* jusqu'à l'inévitable scène finale du rasage. Là, sur la plus grande place du village, les ours sont attrapés pour la dernière fois, assis et rasés, par le Trappeur et la Rosetta, le Meneur ou les Barbiers. Débarrassés de leur tête ou de leur peau, ramené à leur humanité, ils entraînent alors dans la danse une jeune fille choisie dans l'assistance.

Si ces fêtes, inscrites depuis décembre 2014 à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel, sont ici restées pleinement vivantes, c'est qu'elles ont su garder et enrichir leur sens en s'adaptant aux transformations sociales. A d'anciens rites agraires liés à la mort, à la fécondité et au passage de l'hiver au printemps, s'est surajoutée l'opposition du masculin et du féminin tandis que la reconnaissance du pouvoir de séduction des jeunes filles et de la virilité des garçons continue à en faire, pour les deux sexes, un rite de passage. Mais la fête permet surtout, aujourd'hui, de signifier le lien à la communauté : à Prats, par exemple, être mâchuré par l'Ours ou invité à danser avec lui en est devenu le signe, perçu comme un dû par les autochtones et comme un honneur par les étrangers.

Claudie Voisenat, chargée de mission pour la recherche, ministère de la Culture et de la Communication mise à disposition du CNRS

L'Ours, le Trappeur et la Rosetta : la scène du balcon.

© Marie Adamski, 2015

Tous pour l'Ours : une fête inter-générationnelle, Saint-Laurent-de-Cerdans.

© Claudie Voisenat, 2014

LA RÉUNION DES COLLECTIONS ANATOMIQUES DES UNIVERSITÉS DE MONTPELLIER ET PARIS

La réunion des collections anatomiques de Paris et de Montpellier, qui conserve désormais la plus grande collection anatomique française, met à l'honneur la faculté de médecine de Montpellier qui fut pionnière dès le Moyen Âge dans le domaine des recherches anatomiques et des dissections. Ces collections sont le témoignage tangible de l'importance constante à travers les siècles de Montpellier dans l'histoire de l'anatomie et son rôle dans la progression du savoir médical jusqu'à l'approche scientifique actuelle à la pointe de la technologie.

DU MONUMENT AU MUSÉE : LE PARI DE LA CONSERVATION

Bien que le principe de conservation des Monuments historiques favorise rarement le transfert de collections historiques les arrachant à leur contexte antérieur, l'Université de Montpellier vient d'accueillir avec le soutien de la DRAC, 3 des plus grandes collections françaises d'anatomie classées au titre des Monuments historiques : celles de l'Université Paris V-René Descartes dite collection Delmas-Orfila-Rouvière (5802 pièces classées MH le 04/02/1992), celles de la Société française d'Anatomie normale et pathologique dite collection Spitzner-Roussel-Uclaf-Rohr (298 pièces classées MH le 10/07/2004), celles de l'association Amador dite collection Auzoux-Barral, Roger Saban et varia, Rouvière-Delmas, (100 pièces classées MH le 10/07/2004)¹.

Si les responsables de la conservation des Monuments historiques et la partie du public sensible au problème manifestent aujourd'hui comme hier un fort scepticisme face au transfert de biens culturels, on peut estimer que c'est une chance pour la conservation de ces collections anatomiques de se retrouver dans un contexte pertinent et particulièrement favorable, celui de la faculté de médecine de Montpellier et de son conservatoire d'anatomie qui renferme déjà des milliers de spécimens (5688 pièces classées MH le 05/10/2004).

En effet, l'histoire d'amour de l'art et de l'anatomie qui a perduré de la Renaissance au XIX^e siècle, après un désintérêt réciproque, semble renaître aujourd'hui à Montpellier, berceau de l'anatomie depuis l'époque médiévale, et les collections anatomiques attirent à

1. 2011, accord de chaque propriétaire pour le don à l'Université Montpellier 1 ; 10 mai 2012 : en accord avec la DRAC Languedoc-Roussillon, courrier de la DRAC Ile-de-France autorisant le transfert des collections classées MH ; 22 mai 2012 : délibérations du Conseil d'administration de l'UM1 relatives à l'acceptation du don des collections.



Le conservatoire d'anatomie de Montpellier.

© DRAC LR

nouveau les élèves des Beaux-Arts. En témoigne la notoriété grandissante du conservatoire d'anatomie de Montpellier classé Monument historique en 2004, où le public se presse désormais, conscient d'accéder à un lieu rare, au charme suranné, qui ferait presque oublier son état de conservation appelant une rénovation attendue depuis une dizaine d'années. Ouvrir au public ces lieux d'érudition réservés jusqu'alors à quelques privilégiés, réussir l'alliance entre valeur patrimoniale et valeur scientifique n'est pas chose simple.

L'heure n'est pas, il est vrai, à la rénovation des galeries d'anatomie universitaires et il n'y a guère que le musée Fragonard en France et celui de Bologne en Italie qui aient réussi le pari de la conservation sans céder à la mode actuelle du « centre d'interprétation » où la volonté pédagogique autorise abusivement la restructuration complète des lieux, ne gardant que peu de pièces pour mieux les mettre en scène, gommant ainsi l'histoire des collections et appauvrissant considérablement le discours. En effet dans ces lieux chargés d'histoire, la valeur de mémoire des collections qu'elles renferment tient à l'alliance entre architecture, décor et mobilier, valeur historique, bien supérieure à ces mêmes objets sortis de leur contexte architectural et mobilier.

LE DÉMÉNAGEMENT DE LA COLLECTION DE PARIS ET SA PRÉSENTATION AU PUBLIC

La collection parisienne fut mise en caisse en 2005, puis conservée dans des entrepôts spécialisés et répartie sur 200 palettes. Le choix de son transfert à Montpellier et l'ampleur de l'opération de déménagement ont justifié le recrutement par l'Université Montpellier 1 d'un conservateur du patrimoine à temps plein comme chef de projet, en lien permanent avec un groupe de travail regroupant la Direction des affaires générales, et en son sein le Service des marchés, la Direction de la maintenance et du patrimoine et bien sûr la Faculté de médecine.

La prise de connaissance du fonds parisien, en raison même du conditionnement sur palettes, n'a pu être réalisée que de manière théorique, à partir de deux documents écrits, l'inventaire et la liste de colisage, ainsi que de photographies de certaines vitrines avant leur emballage et d'un rapport sur les préconisations de conditionnement. Seuls des pointages sur place ont été réalisés sur les cires étant donné la fragilité particulière de ces objets². Ces documents, ne remplaçant certes pas l'étude directe des objets, ont néanmoins apporté de nombreuses informations et ont permis de pallier, dans un premier temps, l'inaccessibilité physique des collections.

L'accueil de la collection dans le bâtiment historique de la Faculté de médecine a constitué une autre difficulté, dans la mesure où il s'agit d'un édifice ancien, aux espaces vacants peu adaptés et nécessitant d'importants travaux d'aménagement.

En raison de la complexité du déménagement, due à ces deux paramètres, le groupe de travail a privilégié un transfert en deux temps. Le premier transfert, moins important en quantité mais comprenant les grands formats, a permis de réfléchir aux questions d'acheminement des palettes au sein du bâtiment historique et d'affiner l'estimation de son potentiel en terme d'espaces d'accueil.

Pour ce premier transfert, les palettes ont été choisies en fonction de la liste d'œuvres établie pour l'exposition liminaire, dont le but était de restituer rapidement une vision générale de cette collection non présentée au public depuis dix ans : la première séquence évoque la collection pédagogique universitaire, la seconde expose les éléments les plus prestigieux de la collection Spitzner³. Pour ce faire, des travaux d'aménagement ont été réalisés dans une salle du bâtiment historique et les pièces sélectionnées et sorties des cartons ont bénéficié d'un bichonnage⁴.

2. L'emballage des collections a été confié en 2005 à la restauratrice Frédérique Vincent, mais l'étude préalable au transfert des collections à Montpellier conseillée par la DRAC n'a pu être réalisée. Seuls des pointages ont pu être faits avec Roch Payet alors directeur du département des restaurateurs de l'INP, Hélène Palouzié et la restauratrice de sculpture Isabelle Pradier.

3. Musée anatomique forain du XIX^e siècle. Cf. *Du savoir à la lumière. Les collections des universités montpelliéraines*, Collection « Duo », DRAC LR, 2014, p. 62-64.

4. Isabelle Pradier et Laure Cadot, restauratrices d'objets ethnographiques (restes humains) : opération subventionnée à 50 % par la DRAC. Il faut mentionner que les pièces extraites des cartons présentaient pour la plupart un bon état de conservation.

5. « En chair et en os ! », exposition liminaire dans cette salle consacrée de manière pérenne à la collection parisienne.

Dans l'ensemble, l'opération a pu être menée sur un peu plus d'un an de manière satisfaisante, comme en témoigne le succès de la salle de présentation inaugurée en novembre 2014⁵.

PERSPECTIVES : VERS UN MUSÉE DÉDIÉ À L'ANATOMIE

Le second transfert reste encore à organiser ; à cette fin, la réflexion sur les réserves et le chantier des collections devient primordiale. Le déménagement prochain de la Faculté de médecine permettra de trouver des espaces adéquats dans le bâtiment historique pour accueillir le reste des collections parisiennes. De surcroît, un projet muséographique autour de l'anatomie pourra être développé, alliant en un même lieu le respect du patrimoine *in situ* (le conservatoire montpelliérain) et l'exposition des collections parisiennes historiques, à une présentation pédagogique en lien avec l'anatomie du vivant et les techniques actuelles d'investigation du corps humain.

Ce projet ambitieux, vitrine d'une richesse scientifique et culturelle sans équivalent, nécessite l'adhésion de tous les partenaires institutionnels, scientifiques, politiques, économiques et financiers.

Hélène Palouzié, conservatrice des antiquités et objets d'art de l'Hérault, CRMH, DRAC LR

Caroline Girard, conservatrice du patrimoine, directrice de la culture scientifique et du patrimoine historique de l'Université de Montpellier



Salle de présentation des collections anatomiques de Paris.

© Université de Montpellier



le ministère de la Culture et de la Communication fête

VILLES & PAYS D'ART & D'HISTOIRE

les 30 ans du label

5102 - 5861

www.culture.gouv.fr

Créé en 1985 par le ministère de la Culture et de la Communication, le label Villes et Pays d'art et d'histoire est attribué aux communes ou collectivités territoriales qui en font la demande parce qu'elles souhaitent mettre en œuvre une politique de valorisation et d'animation autour de l'architecture et du patrimoine. Les Villes et Pays d'art et d'histoire constituent un réseau national. Aujourd'hui, ce dernier compte cent quatre-vingt un Villes et Pays d'art et d'histoire dont soixante six Pays. Ce réseau d'échanges, d'expériences et de savoir-faire bénéficie d'une promotion nationale « Laissez vous conter la ville, laissez vous conter le pays » grâce à la diffusion de dépliants, d'affiches et d'un site internet « www.vpah.culture.fr ».

Pour obtenir ce label, la collectivité concernée signe une convention élaborée dans une concertation étroite avec le ministère de la Culture et de la Communication (direction générale des patrimoines et DRAC). Cette convention est renouvelable tous les dix ans, définit des objectifs précis et comporte un volet financier. La collectivité s'engage ainsi dans une perspective de développement culturel, social et économique dont les principaux objectifs sont les suivants :

- sensibiliser les habitants et les professionnels à leur environnement et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère ;
- présenter le patrimoine dans sa diversité et promouvoir la qualité architecturale ;
- initier le public jeune à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine ;
- proposer des visites de qualité au public touristique par un personnel qualifié.

La prise en compte de l'ensemble des actions de connaissance, de conservation, de protection et de valorisation de l'architecture du patrimoine et du paysage intègre notamment :

- la création d'un service éducatif composé d'un personnel qualifié agréé par le ministère de la Culture et de la Communication

(animateur de l'architecture et du patrimoine et guides conférenciers) ;

- le développement d'actions de formation à l'intention des personnels territoriaux, des médiateurs touristiques et sociaux, des associations ;
- la communication et la promotion de l'architecture et du patrimoine à l'intention de publics diversifiés.

Le projet culturel « VPAH » est confié à l'animateur de l'architecture et du patrimoine, recruté sur concours, et doit réunir tous les éléments - patrimoine naturel et paysager, architectural, urbain et mobilier, patrimoine technique et ethnologique - qui contribuent à l'identité d'un territoire en y associant les citoyens et en impliquant les acteurs qui participent à la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie.

En Languedoc-Roussillon, ce réseau comprend six labels « Ville d'art & d'histoire » : Nîmes en 1986 ; Beaucaire et Perpignan, 2001 ; Lodève et Narbonne, 2006 et Uzès, 2008 ; quatre labels « Pays d'art & d'histoire » : Vallée de la Têt, 1999 (dix neuf communes), Pézenas, 2002 (huit communes), Mende et Lot en Gévaudan, 2004 (vingt deux communes) et les vallées catalanes du Tech et du Ter, 2010 (trente et une communes dont six en Catalogne sud).

Trois dossiers de candidature sont actuellement en cours d'élaboration : les villes de Carcassonne et d'Agde et le Pays Haut-Languedoc et Vignobles.

La DRAC accompagne les collectivités en particulier dans l'élaboration des candidatures VPAH et lors du renouvellement des conventions. Elle suit tout spécialement la constitution des Centres d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP). Elle apporte son soutien financier à la réalisation de projets prévus dans le cadre de la convention VPAH, notamment en matière d'actions pédagogiques et d'outils de sensibilisation.

La DRAC participe au coût du poste d'animateur de l'architecture et du patrimoine pendant deux ans (à 50%) ainsi qu'au financement de la muséographie/scénographie du Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP).

Enfin, le conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire, créé en 1995, contribue à l'orientation générale de la politique du réseau et émet un avis sur les candidatures au label ainsi que sur les retraits consécutifs à son non-respect. Il fixe en outre les grandes orientations de cette politique nationale :

- études de connaissance préalable des territoires ;
- existence d'un secteur sauvegardé ou le cas échéant d'une aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP/ex ZPPAUP) ;
- protection des monuments historiques, les opérations d'archéologie et d'ethnologie ;
- politique de restauration du patrimoine et les initiatives en faveur de la création et de la qualité architecturale, urbaine et paysagère ;
- bilan de la politique urbaine menée par la collectivité territoriale (concours d'architecture, aménagements urbains, commande publique, mise en valeur de l'espace public, des entrées de ville, etc.) ;
- actions de sensibilisation et de valorisation menées par les collectivités territoriales.

La DRAC et les STAP assurent la mise en œuvre de cette politique du réseau sur le plan régional et veillent à la pertinence du projet et à son intégration dans le paysage culturel de la région en étant les interlocuteurs privilégiés des Villes et Pays pour l'instruction et le suivi des dossiers.

Jackie Estimbre, CRMH, DRAC LR



ANIMATEURS DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

DES PROFESSIONNELS AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS



Voilà 30 ans que le label « Ville et Pays d'art et d'histoire » existe et avec lui le métier trop peu reconnu d'animateur de l'architecture et du patrimoine. Trop peu reconnu car ce titre est loin de refléter la réalité du terrain et les champs d'action multiples de ces professionnels. Venu de formations et d'horizons variés, histoire, histoire de l'art, architecture, archéologie, tourisme... et recrutés sur concours, les AAP (animateurs de l'architecture et du patrimoine) sont avant tout les garants du label ; une condition *sine qua non* de la signature de la convention qui lie la ou les collectivités avec l'Etat.

A travers ses missions premières qui sont la sensibilisation des habitants à leur cadre de vie, l'incitation à un tourisme de qualité et l'initiation du jeune public à l'architecture et au patrimoine, l'AAP est tour à tour chef de projet, guide conférencier, rédacteur de publication, médiateur, commissaire d'exposition, conservateur, coordinateur et bien sur animateur... sans oublier les tâches administratives qui lui incombent.

Si tous les AAP partagent les mêmes missions, leur mise en œuvre est, *a contrario*, différente d'un territoire, d'une ville ou d'une structure à l'autre. Alors, comment définir en quelques mots un métier polyvalent aux multiples facettes ? A y regarder de plus près, l'animateur de l'architecture et du patrimoine est peut-être le « passeur », celui qui relie, le lien même entre l'Etat et les collectivités, entre les habitants, les touristes, les artistes, les partenaires et les patrimoines... L'AAP transmet, diffuse, sensibilise et favorise aussi la création contemporaine pour poser les premières pierres du patrimoine de demain. Et particularité à signaler, le réseau des Villes et Pays d'art et d'histoire en Languedoc-Roussillon est 100 % féminin avec 10 animatrices de l'architecture et du patrimoine qui assurent d'un élan commun la valorisation et l'animation des territoires labellisés pour le compte des collectivités et de l'Etat.

Nelly Lafont, animatrice de l'architecture et du patrimoine, PAM de Mende et Lot en Gévaudan.

Visite du mausolée de Lanuejols

© pam de Mende et Lot en Gévaudan

LE CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Le centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) est un des outils de médiation souhaité par le ministère de la Culture et de la Communication. Il a pour vocation de donner au public local – les habitants, les élèves des établissements scolaires – et aux visiteurs des clés de lecture du patrimoine de la Ville ou du Pays. Il comprend des espaces d'expositions permanente et temporaire.

A Pézenas, un pôle touristique et culturel a été aménagé dans l'hôtel de Peyrat, bâtiment protégé au titre des Monuments Historiques situé à l'entrée de la ville. Il comporte trois espaces : l'office de tourisme, le Scénovision® Molière, parcours-spectacle en 5 actes sur la vie de Molière et le CIAP. Aménagée dans cinq salles, sous les voûtes et dans les salles d'apparat de

l'hôtel particulier, l'exposition permanente présente, depuis 2009, cinq thèmes.

Dans la première salle, en lien direct avec l'office de tourisme, l'évolution du territoire est racontée dans un audiovisuel de 6 mn ; s'appuyant sur une maquette en relief et une iconographie importante il précise le contexte de la mise en place du patrimoine architectural du territoire.

Dans la deuxième salle, les matériaux de la construction : pierres, gypse, terre, bois sont exposés, ainsi qu'une carte géologique sur laquelle l'emplacement des anciennes carrières et des fours à chaux est repéré.

Dans la troisième salle, les savoir-faire de la construction s'organisent autour des matériaux tels que la pierre, le bois, le fer, le plâtre, travaillés par les artisans aux XVII^e et XVIII^e siècles,





prolongent généralement leur visite du CIAP par un atelier dans lequel ils expérimentent concrètement les métiers de la construction en édifiant, à l'aide de maquettes, des arcs et un mur en pierre de taille avec sa fenêtre à meneau. C'est ainsi que plusieurs classes de 5^e découvriront prochainement Pézenas et le CIAP dans le cadre du programme « Collège et Patrimoine ».

Christine Catala, responsable du service patrimoine,
PAH Pézenas Val d'Hérault

**Horaires : du lundi au samedi 9h-12h/14h-18h,
dimanche 10-12h/14h-18h**

Visites groupes et scolaires sur rendez-vous
Office de tourisme de Pézenas-Val d'Hérault
Place des Etats du Languedoc - Tél. : 04 67 98 36 40

âge d'or de la construction en Pays de Pézenas. A l'étage, sous les plafonds peints décorés de rinceaux de feuillage et de paysages, le thème des hôtels particuliers et de leur construction aborde les façades, la distribution, les escaliers et les décors intérieurs. Une maquette de l'escalier de l'hôtel Lacoste, chef-d'œuvre de compagnon, illustre la frise chronologique des escaliers. La dernière salle est consacrée au secteur sauvegardé de Pézenas, celle-ci évoluera avec l'élargissement prochain du périmètre.

Des expositions temporaires sont aussi proposées dans la salle d'apparat décorée d'une cheminée en bois doré restaurée.

Le CIAP, ouvert 363 jours par an, se visite librement, l'exposition est bilingue, français-anglais et un livret en braille ainsi que des cartels sont disponibles pour les personnes mal-voyantes. Un livret d'exposition a été spécialement édité ainsi qu'un livret-jeu pour les 6-12 ans.

Le CIAP est un outil de découverte du territoire, de son histoire et de son patrimoine architectural qui complète la visite guidée du centre historique ; le public scolaire y est accueilli ; des fiches d'exercices, conçues par le service éducatif, servent de support à la découverte de l'exposition. Les élèves

Salle consacrée aux matériaux de construction.

© PAH Pézenas Val d'Hérault

Maquette du pays.

© PAH Pézenas Val d'Hérault

Maquette de l'escalier de l'hôtel Lacoste.

© PAH Pézenas Val d'Hérault



LE TRAVAIL AVEC LES JEUNES PUBLICS

Dernier né des Villes et Pays d'art et d'histoire du Languedoc-Roussillon et premier né à l'échelle transfrontalière, le Pays d'Art et d'Histoire les Vallées Catalanes créé en 2010 expérimente au quotidien le travail avec les jeunes publics de langues française et catalane.

Le Pays accueille ainsi depuis 2012, un service éducatif territorial transfrontalier qui déploie ses actions sur 24 communes françaises et 7 communes catalanes espagnoles. Ce service éducatif coordonne l'action de médiateurs français et catalans et les interventions auprès des établissements scolaires des deux côtés de la frontière. Les outils pédagogiques sont conçus dans les deux langues et s'adaptent aux programmes scolaires des deux pays. L'un des objectifs majeurs du service est de compenser les inégalités d'accès aux activités culturelles générées par des dispositifs nationaux très différents (mise à disposition d'un enseignant, gratuité des transports scolaires, subventions aux établissements, etc.). Le service projette ainsi la création d'une bourse à projets favorisant les échanges entre les enfants et les enseignants français et catalans.



Parallèlement le Pays d'Art et d'Histoire développe des outils de découverte du territoire correspondant à un mode d'accessibilité aux activités plus adapté aux familles et aux pratiques culturelles catalanes. Gratuits, les livrets « Les Petits Détectives du Patrimoine » permettent de résoudre une énigme à partir d'indices présents dans le cadre urbain. A ce jour, la collection comprend 8 livrets en français et 8 livrets en catalan.

Entré dans le dispositif national des Portes du Temps en 2013, le Pays d'art et d'histoire en partenariat avec les Francas accueille tous les ans à l'abbaye d'Arles-sur-Tech 72 enfants bénéficiaires de la politique de la ville et/ou provenant de zone de revitalisation rurale. Durant 3 jours, les enfants participent à des ateliers encadrés par un vidéaste, un plasticien et une chorégraphe dont la production finale est un film. Chaque année est dédiée à une déclinaison du projet artistique « Son'Arts ». En 2014, un partenariat avec les



LES VALLÉES CATALANES DU TECH ET DU TER
PAR-DELÀ LA FRONTIÈRE



services sociaux catalans a permis la participation de 8 enfants catalans.

Les activités en temps périscolaire sont le dernier mode d'intervention du Pays d'art et d'histoire auprès des jeunes publics. Le projet s'inscrit dans un projet numérique départemental mené par le CAUE « Mémoire des Rives ». Il s'agit de suivre un architecte dans sa découverte du patrimoine suscitée par la lecture de cartes postales découvertes fortuitement. Ces cartes postales iconographiques, filmées et/ou sonores sont produites par les enfants lors d'ateliers.

Cette étape dans la création de ce nouveau service pédagogique transfrontalier sera confortée par le passage du Pays d'art et d'histoire en gestion publique de droit européen (le GECT) dont les statuts viennent d'être validés par un arrêté du Préfet de la région Languedoc-Roussillon.

Aurélia Greiveldinger, animatrice de l'architecture et du patrimoine, Pays d'Art et d'Histoire des vallées catalanes du Tech et du Ter

En bas à gauche, Les Portes du Temps, 2014.

© PAH Vallées catalanes

En haut à gauche, projet « Mémoire des Rives ».

© PAH Vallées catalanes

Ci-dessus, Les Portes du Temps, 2014.

© PAH Vallées catalanes



LA VALORISATION DU PATRIMOINE DU XX^e SIÈCLE PAR

D écor du quotidien, l'architecture du xx^e siècle n'est pas toujours perçue comme un patrimoine. Le label « patrimoine du xx^e siècle » tente de remédier à cette dépréciation. Début 2015, il a été attribué à cinq quartiers et huit édifices isolés de la ville de Perpignan. L'extension du territoire concerné et la diversité de son bâti prouvent toute l'importance, la richesse et la spécificité de ce patrimoine perpignanais. Parallèlement à cette labellisation, la Ville a initié des mesures de protection. Une *Commission patrimoine* associant la Direction

de l'Aménagement et de l'Urbanisme et l'Atelier d'Urbanisme repère les édifices remarquables afin de les signaler comme éléments bâtis protégés dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en cours de révision.

Toutefois, reconnaissance et protection officielles doivent s'accompagner d'une valorisation active et d'une véritable pédagogie afin de signaler l'intérêt et les qualités patrimoniales de cette architecture du xx^e siècle et de remporter l'adhésion d'un large public. Dans le cadre de la Ville d'art et d'histoire, la mission Animation du patrimoine déploie ainsi différentes actions visant à mettre en lumière, faire connaître et expliquer, ce patrimoine du xx^e siècle. Pour cela, elle tisse des partenariats avec des acteurs incontournables, au sein de la municipalité (Archives de la Ville, Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme, Direction de l'Habitat et de la Rénovation urbaine) et à l'extérieur (Atelier d'urbanisme, Université de Perpignan, CAUE 66, DRAC LR).



Maison rouge, 41, rue Rabelais par Edouard Castan, 1925.

© VAH Perpignan

56 boulevard des Baléares par Férid Muchir.

© VAH Perpignan

Maison de l'Américaine, Claudius Trénet, 1919.

© VAH Perpignan



LA VILLE D'ART ET D'HISTOIRE DE PERPIGNAN



Une partie de ces actions s'inscrit dans le cadre du prochain Mois de l'architecture, piloté par la DRAC LR. Cette année, de mi-mai à fin juin, il sera l'occasion d'inaugurer le label récemment obtenu et de proposer une programmation diversifiée le concernant. Deux expositions, sept visites-découvertes et neuf conférences s'attacheront ainsi à présenter non seulement les édifices et quartiers labellisés, mais aussi le label lui-même et, plus largement, la reconnaissance et la protection de l'architecture du ^{xx}e siècle, le signalement des édifices remarquables dans le PLU, les problèmes de restauration et de rénovation.

Cette programmation événementielle s'accompagne de la réalisation de supports de communication pérennes. La signalétique patrimoniale mise en place dans la ville intégrera prochainement le label « Patrimoine du ^{xx}e siècle » grâce à l'insertion de son logo sur du mobilier existant et la création d'éléments nouveaux. La Ville de Perpignan s'associe également à la DRAC LR pour la publication de deux ouvrages de la collection DUO qui présenteront le « patrimoine du ^{xx}e siècle » perpignanais aux enfants et aux adultes. Parallèlement, un dépliant thématique le

diffusera plus largement et facilitera sa découverte touristique.

Relais d'informations, la mission Animation du patrimoine s'applique aussi à sensibiliser et former d'autres vecteurs. Un cycle de formations s'adresse aux guides-conférenciers : il embrasse toute la période et aborde les différents aspects, historiques, stylistiques et techniques, de l'architecture du ^{xx}e siècle. Fin avril et début mai, trois formations spécifiques viseront à sensibiliser les enseignants, le personnel de l'Office de tourisme et les professionnels du tourisme.

Carine Durand, animatrice de l'architecture et du patrimoine

Le moulin à vent.

© VAH Perpignan

Rue des Archers, Remparts sud.

© VAH Perpignan



**Publication de la direction régionale
des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon**

Pôle architecture et patrimoines

5, rue de la Salle l'Evêque

CS 49020

34 967 Montpellier Cedex 2

Tél. 04 67 02 32 00 / Fax 04 67 02 32 04

Directeur de la publication

Alain Daguerre de Hureaux

Directeur régional des affaires culturelles

Coordination éditoriale

Jackie Estimbre

Chargée de la valorisation du patrimoine, CRMH

Comité de rédaction

Jean-Pierre Besombes-Vailhé

Responsable du pôle Publics, transmission et territoires

Delphine Christophe

Conservateur régional des monuments historiques

Responsable du pôle Architecture et patrimoines

Jackie Estimbre

Chargée de la valorisation du patrimoine, CRMH

Henri Marchesi

Conservateur régional de l'archéologie

Conception graphique et réalisation

Charlotte Devanz